

ANTONIN

**« L'État joue un rôle essentiel dans la régulation du capitalisme en général et dans l'évitement des frontières écologiques en particulier. »**

POTTIER

Maître de conférences à l'École des Hautes Études en Sciences sociales (EHESS), Antonin Pottier juge sévèrement le rôle des sciences économiques dans la décision publique tout en prônant une action de l'État plus directive.

◆ **Capitalisme et écologie sont-ils incompatibles ?**

● On peut distinguer un premier type de problème : celui des limites écologiques, c'est-à-dire de la rareté croissante et de l'épuisement des matières premières comme les énergies fossiles. On ne peut extraire plus de pétrole que les temps géologiques n'en ont produit : c'est une limite pour l'activité économique. Même si les conséquences sociales peuvent être spectaculaires, le capitalisme, c'est-à-dire un système économique fondé sur l'initiative individuelle des producteurs, peut s'accommoder de cette limite. Après tout, il sait très bien gérer la rareté, celle-ci en est même un des moteurs puisqu'elle nourrit les perspectives de profit.

◆ **Pourquoi alors oppose-t-on capitalisme et écologie ?**

● Les difficultés viennent plutôt du second type de problème, celui des frontières. Les frontières écologiques sont des seuils de perturbation de la biosphère au-delà desquels apparaissent des

dommages graves, et souvent irréversibles. Contrairement aux limites, les frontières peuvent être franchies : pensez au changement climatique, rien n'interdit physiquement de rejeter du CO<sub>2</sub> jusqu'à ce que le réchauffement atteigne 7,8 ou 10 °C. Le problème avec les frontières est donc, d'une part, de les identifier et, d'autre part, d'infléchir la dynamique du système à temps pour éviter de passer de l'autre côté. Le capitalisme est nettement moins performant puisque cela suppose une régulation collective à laquelle les agents privés sont incapables par eux-mêmes de parvenir. Pire encore, la dynamique d'innovation créée par la recherche du profit s'accompagne d'une multiplication des dimensions dans lesquelles les écosystèmes peuvent être perturbés. Le franchissement de frontières écologiques devient alors très probable.

◆ **Que peut faire le politique ?**

● L'État joue un rôle essentiel dans la régulation du capitalisme en général et dans l'évitement des frontières écologiques en particulier. C'est grâce à





la recherche publique que les frontières peuvent être identifiées. Il revient alors aux politiques de se saisir de cette question et de voter les mesures permettant de rester en deçà de la frontière écologique. À charge à l'administration de les appliquer de manière efficace. Ce processus prend du temps alors que la question des délais est cruciale pour ne pas franchir les frontières écologiques. Malheureusement, les entreprises jouent trop souvent encore un rôle de retardateur. Sur la question climatique, on peut évoquer Exxon Mobil qui s'est lancé dans une campagne de communication mettant en doute le réchauffement climatique et son origine humaine pour préserver ses profits. Ou la mal nommée *Global climate coalition*, un groupement d'entreprises des énergies fossiles qui a freiné les efforts au niveau mondial. Sur un autre sujet, comment ne pas penser au scandale Volkswagen : tant de moyens humains ont été consacrés à contourner la régulation puis à dissimuler la fraude, au lieu de les utiliser à résoudre le problème. Collectivement, les entreprises devraient soutenir les régulations envisagées par l'État et même les encourager. Éviter les dégâts environnementaux, c'est le moyen de conserver la légitimité sociale pour poursuivre leurs activités.

● **Vous êtes très critique vis-à-vis de la taxe carbone**

● Maintenant que tout le monde tombe sur la taxe carbone, je serais plutôt pour la défendre ! Le problème, c'était d'en faire la solution unique, la panacée de tous les défis que pose la réduction des émissions de CO<sub>2</sub>. En plus, ne parler que de l'instauration de cette taxe revient à passer sous silence, volontairement ou par inadvertance, les politiques fiscales



« Comment les économistes réchauffent la planète », Seuil, 2016.

qui doivent nécessairement l'accompagner pour en gérer les conséquences distributives. Cet oubli a de nouveau conduit à l'échec de la taxe carbone en France, alors qu'elle est utile et même nécessaire. Simplement, elle ne peut suffire à lutter contre le réchauffement climatique. Elle doit faire partie d'un ensemble de mesures à prendre. Les économistes qui font de la taxe carbone l'unique solution se placent dans un monde abstrait, où il suffit d'augmenter un prix pour modifier les comportements.

● **Vous demeurez optimiste notamment en soulignant le rôle que peuvent jouer les États ?**

● Pas vraiment ! Cela fait presque vingt ans que Jacques Chirac a dit : « *Notre maison brûle* ». C'était une métaphore, c'est devenu une description. Il faut être lucide : chaque effort d'aujourd'hui compte.

● **Vous dénoncez d'ailleurs les économistes dans cette prise de conscience tardive de la gravité du changement climatique**

● Quand on voit que William Nordhaus obtient le prix dit Nobel d'économie en 2018, alors qu'il prône un réchauffement

« La littérature économique donne l'impression que la seule action envisageable pour réduire au moindre coût les émissions de gaz à effet de serre est d'envoyer un signal-prix, de mettre un prix sur le CO<sub>2</sub>, et que ce doit impérativement être un prix unique partout et pour tous les secteurs. C'est quasiment un dogme, une proposition obligée qui pollue le débat ».

« optimal » de 3,5 °C, il y a de quoi être atterré. Les dégâts du changement climatique sont envisagés sous l'angle des pertes de production : pour Nordhaus, avec +2 °C de réchauffement, on perdrait seulement quelques points de croissance d'ici un siècle. Cela donne une image du changement climatique comme un phénomène économiquement bénin. Cette approche ignore complètement les multiples liens par lesquels le sort de la société et des activités économiques dépendent des milieux naturels. Une activité économique florissante complètement isolée d'une biosphère dégradée est une fiction d'économiste.

● **Sur quels nouveaux principes devrait se construire notre système économique ?**

● Réduire les extractions de matière première et la destruction des milieux naturels, défendre les biens communs environnementaux, à l'échelle de la planète comme de la commune, ces mesures indiquent un chemin, une direction à prendre, même si nous ne connaissons pas encore le point d'arrivée. Fixons-nous pour objectif au milieu du siècle (dans trente ans !) de décarboner complètement l'économie, d'enrayer la défaunation et les pertes de biodiversité, de restaurer les continuités écologiques, de vivre en bonne intelligence avec le sauvage. Cela transformera complètement l'économie. Au lieu de la combattre, les entreprises doivent saisir les opportunités qu'offre cette transition.